

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra
11/03/2025

AUSTRALIE – BREVES.....	2
L'excédent de la France vis-à-vis de l'Australie dans l'agriculture augmente de 43% en 2024	2
Gel du taux d'accise sur la bière et augmentation du plafond déductible sur la WET (vins)	2
Mauvaises pratiques vis-à-vis des employés issus du Pacifique en filière abattage-découpe	2
Le Gouvernement abandonne son projet de taxe sur la biosécurité	2
Œufs : les pénuries et les prix élevés devraient se maintenir pendant plusieurs années	2
La pression d'IAHP monte en Australie.....	2
Détection d'encéphalite japonaise dans deux élevages porcins du Queensland.....	3
L'Australie restreint son marché suite à la détection de fièvre aphteuse en Hongrie	3
Le Gouvernement ouvre de nouveaux achats d'eau dans le bassin Murray-Darling	3
Les mesures non tarifaires équivalent à un tarif de 19% sur les exportations agricoles australiennes	3
La Ministre de l'agriculture promet un plan pour la sécurité alimentaire en Australie	3
Les annonces du Président Trump sur l'agriculture inquiètent l'Australie.....	4
Sodexo Australia signe avec le géant du gaz Santos un contrat de 5 ans.....	4
Les investissements étrangers dans l'agriculture australienne restent limités.....	4
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 06/03/2025)	4
AUSTRALIE – MICRO-BREVES	5
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	6
Fonterra rémunèrera les éleveurs pour leurs efforts de réduction de leur empreinte climatique	6
Fonterra abandonne une mention « carbon zero milk » sur une marque, qui n'a pas atteint ses objectifs en 2024 ..	6
La Nouvelle-Zélande veut pouvoir continuer à chaluter dans des écosystèmes marins fragiles du Pacifique Sud	6
Le secteur agricole reste prudent sur la réforme concernant les technologies génétiques	6
Le Gouvernement néo-zélandais facilite l'accès aux intrants agrochimiques et vétérinaires	7
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 06/03/2025)	7
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	7

AUSTRALIE – BREVES

L'excédent de la France vis-à-vis de l'Australie dans l'agriculture augmente de 43% en 2024

L'excédent commercial de la France avec l'Australie dans l'agriculture poursuit sa tendance à la hausse depuis le début des années 2000. En 2024, il a atteint 610 M€, en augmentation de 199 M€ par rapport à 2023 (+43%). Ce résultat est le fait d'un maintien des exportations à un niveau élevé (918 M€ en 2024) combiné à une forte baisse des volumes de graines de canola importées (-327 kt entre 2023 et 2024) et à un affaiblissement des prix du canola australien (445 €/t en 2024 contre 577 €/t en 2023). Trade Data Monitor [Analyse incluant produits agricoles et agroalimentaires, machinisme, intrants, biocarburants]

Gel du taux d'accise sur la bière et augmentation du plafond déductible sur la WET (vins)

Afin de soutenir les entreprises australiennes, le Premier Ministre a annoncé un gel du taux d'accise sur la bière pour deux ans. Dans le communiqué, est également annoncé un rehaussement du plafond du montant déductible au titre de la *Wine Equalisation Tax*, à AUD 400 000. Cette taxe, dont doivent s'acquitter les distributeurs de vin australiens et importés, est remboursable dans la limite de ce plafond pour les opérateurs australiens. [Prime Minister](#)

Mauvaises pratiques vis-à-vis des employés issus du Pacifique en filière abattage-découpe

Le rapport signale entre autres l'absence de paie des heures supplémentaires, des journées trop longues, et des retenues illégales sur salaire. Il note que les bénéficiaires du visa *Pacific Australia Labour Mobility* (PALM) sont envoyés dans des zones rurales isolées, s'y sentant prisonniers et dépendants de leur employeur, et recevant des salaires inférieurs à ceux accordés à d'autres canaux de visa. [Farmonline](#), [RMIT](#)

Le Gouvernement abandonne son projet de taxe sur la biosécurité

Le Gouvernement travailliste avait introduit une taxe pour financer la biosécurité, reposant sur des prélèvements payés par le Gouvernement (44%), les importateurs (48%), les producteurs agricoles (6%), et *Australia Post* (2%). Le secteur agricole s'était montré immédiatement très critique à l'égard de cette mesure, qui devait lui coûter environ AUD 50 M, et qu'il estimait inéquitable et peu transparente. L'abandon de la taxe a lieu à moins de trois mois des élections fédérales et a été salué par les organisations professionnelles agricoles. [Farmonline](#), [ABC](#), [NFF](#)

Œufs : les pénuries et les prix élevés devraient se maintenir pendant plusieurs années

L'application de l'interdiction de mettre sur le marché australien des œufs de poules pondeuses en cage (batteries) est prévue pour 2036. Cependant, les chaînes de grande distribution Woolworths, Coles et Aldi (environ 80% de parts de marché combinées) maintiennent leur objectif de ne plus vendre d'œufs de batterie dès 2025. Dans ce contexte, la *Victorian Farmers Federation* appelle le Gouvernement à retarder l'interdiction prévue, arguant que celle-ci augmentera les coûts pour les consommateurs, en période de tension sur le coût de la vie. En particulier alors que l'épisode de grippe aviaire de 2024 a causé l'abattage d'environ 2 millions de volailles (10% du cheptel) et que de nouvelles détections ont eu lieu depuis le 8 février. Depuis plusieurs mois, les cartons d'œufs sont rationnés en grande distribution. Dans ce contexte, la filière estime que les pénuries et un prix élevé des œufs devraient se maintenir jusqu'en 2028. [ABC](#), [ABC](#), [ABC](#), [ABC](#), [ABC](#), [ABC](#), [Minister Collins](#), [ABC](#), [Farmonline](#)

La pression de l'IAHP monte en Australie

Deux détections de H7N8 ont eu lieu, dont l'une sur un des élevages de poules pondeuses les plus importants du pays ; 180 000 oiseaux devront y

être abattus. Cela intervient moins de deux semaines après que la quarantaine a été levée sur le dernier élevage du Victoria contaminé par l'épisode de 2024. Par ailleurs, la souche hautement pathogène H5N1 a été détectée sur des populations de pingouins aux îles Kerguelen. Celles-ci sont situées à 440 km des îles australiennes Heard et McDonald, elles-mêmes situées à environ 2 000 km de Perth. [ABC](#), [ABC](#), [ABC](#)

Détection d'encéphalite japonaise dans deux élevages porcins du Queensland

La détection est préoccupante car le virus détecté sur des porcins (troubles de reproduction) est transmissible aux chevaux (troubles neurologiques) et aux humains (potentiellement mortel), par piqûre de moustique. Le Queensland n'avait pas connu d'encéphalite japonaise depuis 2022, mais le virus est présent en Australie. Cette zoonose a causé sept morts lors de l'épisode de 2022. [ABC](#)

L'Australie restreint son marché suite à la détection de fièvre aphteuse en Hongrie

La fièvre aphteuse ayant été détectée en Hongrie, à 2,5km de la frontière avec la Slovaquie, les autorités australiennes ont fermé le marché du pays aux produits laitiers issus de ces deux pays après le 3 février 2025. Les modalités retenues sont similaires à celles prévalant suite à la détection de fièvre aphteuse en Allemagne en janvier 2025. [DAFF](#), [Farmonline](#)

Le Gouvernement ouvre de nouveaux achats d'eau dans le bassin Murray-Darling

Le Département de l'environnement a lancé un nouvel appel à manifestations d'intérêt pour acheter un volume de 100 GL d'eau dans le bassin Murray-Darling, comme mesure permettant de préserver l'hydroécosystème et de délivrer des résultats du plan de bassin. Le secteur agricole dénonce cette politique qui, d'après des études du Département de l'agriculture, réduira fortement la valeur de production de l'agriculture irriguée en Australie. Le groupe Duxton Water a confirmé son intention de céder ses droits sur 30 GL, pour un

montant de AUD 121 M. [DCCEEW](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#)

Les mesures non tarifaires équivalent à un tarif de 19% sur les exportations agricoles australiennes

Le bureau d'études du Département de l'agriculture australien relève que, si les barrières tarifaires ont diminué dans les dernières décennies grâce à la libéralisation du commerce, on a assisté en miroir à l'augmentation des mesures non tarifaires, certaines de nature jugée protectionniste. Il est difficile de chiffrer l'impact pour les exportateurs australiens, mais la modélisation utilisée montre que ce poids des mesures non tarifaires équivaut à un droit de douane de 19% sur les exportations agricoles du pays. [ABARES](#), [Farmonline](#)

La Ministre de l'agriculture promet un plan pour la sécurité alimentaire en Australie

La Ministre Julie Collins a annoncé qu'elle lancerait prochainement les travaux pour une stratégie nationale de sécurité alimentaire: *Feeding Australia*. Cette stratégie, financée à hauteur de AUD 3,5 M, visera à améliorer la sécurité alimentaire australienne par une sécurisation de sa capacité à produire ; pour cela, elle identifiera les leviers pour augmenter la résilience de la *supply chain* et pour minimiser la volatilité des prix pour les producteurs et les consommateurs. La *National Farmers Federation* a salué cette initiative, qu'elle appelait de ses vœux en amont des élections fédérales prévues avant mai pour apporter des solutions aux défis rencontrés par les agriculteurs (manque de main d'œuvre, dépendance aux intrants et agroéquipements importés, augmentation des contraintes réglementaires...). L'Australie produit de quoi alimenter 75 millions de personnes, soit trois fois plus que sa population ; pour autant, elle a été classée au 22^{ème} rang mondial du *Global Food Security Index* en 2024 en raison de manque de durabilité et de disponibilité des aliments dans le pays. Minister Collins, [NFF](#), [ABC](#), [NFF](#), [APH](#)

Les annonces du Président Trump sur l'agriculture inquiètent l'Australie

L'annonce du 4 mars par le Président américain de l'imposition de droits de douane sur les produits agricoles « externes » à compter du 2 avril a fait réagir le secteur agricole australien. Celui-ci est en effet excédentaire vis-à-vis des Etats-Unis, vers lesquels il a exporté 5 Md€ de produits agricoles et agroalimentaires en 2024, majoritairement de la viande rouge (3,7 Md€). La filière bovine australienne estime qu'elle reste fortement attendue aux Etats-Unis, ceux-ci devant importer pour assurer leurs besoins. Les entreprises notent cependant le manque de visibilité sur les conditions commerciales à venir. [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Bloomberg](#)

Sodexo Australia signe avec le géant du gaz Santos un contrat de 5 ans

L'entreprise de restauration collective et d'aménagement hôtelier a annoncé le 5 mars avoir

signé un contrat de 5 ans avec Santos, plus gros groupe gazier en Australie. Le contrat porte sur un marché de 25 camps, 3 500 chambres, 2 000 occupants, pour lesquels Sodexo assurera tous les aspects d'hébergement, équipement, restauration. Sodexo déploiera 500 personnels au service de ce contrat. [Sodexo](#)

Les investissements étrangers dans l'agriculture australienne restent limités

Le bureau d'études du Département de l'agriculture a fait le point sur les investissements depuis l'étranger (IDE) dans l'agriculture australienne. Il note que, en 2023, seuls 13% des terres agricoles en Australie étaient détenues à au moins 20% par des fonds étrangers. Le rapport rappelle l'utilité des IDE pour augmenter la productivité et la compétitivité. [ABARES](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 06/03/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Décembre 2024 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	70,0M€	34,8M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+35,2M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 18,1M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux (23) : 6,7M€ Préparations à base de céréales (19) : 6,5M€	Graines de canola (12) : 27,9M€ Viandes (02) : 1,9M€ Boissons (22) : 1,8M€
Janvier 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	69,0M€	13,0M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+56,0M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 20,8M€ Tonnellerie (4416) : 10,8M€ Préparations à base de céréales (19) : 7,4M€	Bois de chauffage (4401) : 8,4M€ Boissons (22) : 1,1M€ Fruits (08) : 1,0M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- Le Gouvernement a ouvert un nouvel appel à projets d'[agriculture durable](#) et de gestion durable des ressources, doté d'une enveloppe de AUD 16,58 M. Cela fait partie du programme *Climate-Smart Agriculture*, lui-même doté de AUD 302,1 M. Un projet retenu peut bénéficier d'un financement compris entre AUD 250 000 et AUD 3 M.
- L'envoyée spéciale australienne pour l'agriculture, Mme Su McCluskey, s'est rendue à Londres, Rome et Paris, où elle a fait la promotion de l'*Australian Agricultural Sustainability Framework* ([AASE](#)), cadre proposé par le secteur agricole australien pour évaluer sa durabilité.
- Une quatrième mine de [phosphate](#) en 6 mois a annoncé des difficultés financières, entrant en administration volontaire. La raison invoquée est le coût élevé du fret ferroviaire. Cette usine, entrée en fonctionnement en 2022, devait réduire la dépendance de l'Australie aux imports d'intrants agricoles.
- Le Département de l'agriculture et le centre de recherche coopérative [Zero Net Emissions Agriculture](#) ont formalisé un partenariat de AUD 3 M sur 10 ans pour aider à l'émergence de solutions permettant de réduire les émissions dans l'agriculture : variétés végétales à faibles émissions, ruminants n'émettant pas de méthane, économie circulaire...
- Six [bouchers](#) australiens participeront au *World Butchers' Challenge* qui se tiendra à Paris les 30 et 31 mars 2025. Le titre est actuellement détenu par l'Allemagne.
- La compagnie d'investissement de la famille [Forrest](#) a augmenté ses parts dans l'*Australian Agricultural Company*, plus vieille entreprise du pays et premier producteur de viande bovine.
- La filière [ovine](#) australienne a abattu son nombre record d'animaux en 2024, à 26,6 millions de têtes. Les prévisions donnent un volume similaire pour 2025.
- La filière ovine se réjouit de l'adaptation du système français [Ecobalyse](#), dont il dénonçait la préférence donnée aux fibres synthétiques par rapport aux fibres naturelles comme la laine.
- L'entreprise [britannique Consolidated Pastoral Company](#) a acquis la plus grande exploitation ovine d'Australie (1 million d'hectares, 30 000 têtes) pour un montant non public. CPC vise à maintenir la ferme en production ovine et laine, en augmentant sa production.
- L'entreprise australienne *Bovotica* développe un inhibiteur de méthane pour les ruminants, administré sous la forme de [probiotiques](#). Le composé, qui fait que les bactéries du rumen préfèrent s'y attaquer plutôt que d'émettre du méthane, permet de réduire les émissions de méthane entre 50% et 80%, tout en augmentant la prise de poids entre 3% à 6%.
- [King Island Dairy](#), usine iconique de King Island (nord de la Tasmanie) depuis 120 ans et propriété de Saputo, a trouvé repreneur en les personnes de deux hommes d'affaires australiens qui ont formé une entité pour l'occasion (King Island Dairy 2 Pty Ltd). L'[acquisition](#) a porté sur l'usine, la marque, ainsi que deux fermes laitières (2 500 vaches laitières sur 1 700 ha).
- Le [varroa](#) a été détecté pour la première fois dans le Queensland, dans quatre exploitations.
- La production aquacole de [saumons](#) en Tasmanie fait actuellement face à une épidémie de bactérie *Rickettsia*, qui provoque de fortes mortalités ; les modalités précises n'en sont pas encore connues de l'[EPA](#) et seront détaillées dans un rapport à paraître dans la suite du mois de mars. Quand la vaccination n'est pas possible, les exploitants recourent aux antibiotiques (oxytétracycline) dans l'alimentation pour soigner les poissons, ce qui soulève des inquiétudes quant aux potentielles fuites vers la faune sauvage.

- La pêche à l'[abalone](#) dans la zone Sud d'Australie-Méridionale a été fermée en raison de la présence de l'*abalone viral ganglioneuritis* (AVG).

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Fonterra rémunèrera les éleveurs pour leurs efforts de réduction de leur empreinte climatique

La coopérative, première entreprise néo-zélandaise, a annoncé qu'elle paierait plus par kilo de matière solide dans le lait pour les éleveurs qui mettent en œuvre des actions de réduction de leur empreinte climatique. Cela concerne la campagne s'ouvrant au 1^{er} juin 2025 ; 5 000 éleveurs pourraient être éligibles. Le bonus serait entre 1 et 5 cents par kilo de matière solide dans le lait (kgMS) pour les éleveurs dont les émissions seraient inférieures à la référence de 2017-2018 ; et entre 10 et 25 cents/kgMS pour les (environ 300 à 350) éleveurs ayant réduit de 30% ou plus. Ces bonus sont financés par des partenariats avec Mars et Nestlé. Fonterra vise d'avoir réduit ses émissions de 7% à horizon 2030 ; et prévoit de mettre en œuvre des formations pour accompagner 87% des éleveurs laitiers dans la baisse de leur bilan climatique. [RNZ](#), [Fonterra](#)

Fonterra abandonne une mention « carbon zero milk » sur une marque, qui n'a pas atteint ses objectifs en 2024

La marque Simply Milk avait été construite autour d'une promotion de 2,2% d'émissions en moins avant 2024. Fonterra a retiré cette mention, ayant pu compenser mais pas réduire les émissions. La coopérative a réorienté la marque vers un principe visant à faire don de 10 cents par bouteille aux supermarchés sociaux. [1News](#)

La Nouvelle-Zélande veut pouvoir continuer à chaluter dans des écosystèmes marins fragiles du Pacifique Sud

Lors de la réunion annuelle de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud,

qui s'est tenue à Santiago du Chili du 17 au 21 février, la Nouvelle-Zélande a bloqué par veto une proposition de protection de 70% des écosystèmes marins vulnérables des eaux internationales du Pacifique Sud. Les Etats-Unis et l'Australie, en faveur de la protection, ont regretté ce positionnement, la Nouvelle-Zélande bloquant pour la deuxième année de suite en raison d'une orientation du Ministre Shane Jones en faveur de l'industrie. La Nouvelle-Zélande est le seul pays qui pêche au chalut dans le Pacifique Sud, en particulier sur les hauts fonds pour viser l'hoplostète orange et le béryx. Des non-conformités ont cependant été observées, notamment le chalutage accidentel de 37 kg de corail par une compagnie néo-zélandaise ayant mené à la fermeture de la zone de pêche. [Newsroom](#), [SPRFMO](#), [Newsroom](#)

Le secteur agricole reste prudent sur la réforme concernant les technologies génétiques

Beef and Lamb NZ a conduit un sondage sur la perception par les agriculteurs des enjeux liés à l'assouplissement du recours aux technologies génétiques. S'ils se disent majoritairement mal renseignés sur le sujet, les agriculteurs sont plutôt favorables dans l'ensemble notamment pour améliorer le bien-être animal, la productivité et la santé des animaux. Ils appellent à une grande prudence sur les évaluations de ces technologies, craignant en particulier un risque réputationnel sur leurs produits exportés et des risques environnementaux et sanitaires. En parallèle, le secteur agricole relève la proposition de Food Standards Australia New Zealand consistant à ne pas étiqueter OGM des aliments dérivés de technologies d'édition génomique, si des processus de sélection conventionnels auraient pu avoir le même résultat. [BLNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

Le Gouvernement néo-zélandais facilite l'accès aux intrants agrochimiques et vétérinaires

Les Ministres en charge de la réglementation, de l'environnement, et de la sécurité sanitaire de l'alimentation, ont publié des recommandations pour faciliter l'accès des producteurs aux médicaments vétérinaires et aux intrants issus de l'agrochimie. Les 16 recommandations incluent notamment d'accélérer les procédures

d'évaluation, de recourir davantage aux dérogations quand c'est possible, d'utiliser les évaluations déjà produites par des régulateurs internationaux, et de prioriser les demandes. La plupart de ces recommandations sont soit enclenchées soit sur le point de l'être. [Beehive](#), [Beehive](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 06/03/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
Décembre 2024 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	9,7M€	24,1M€
Balance commerciale de la France pour le mois	-14,4M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 2,9M€ Produits phytosanitaires (3808) : 1,0M€ Résidus des industries ; aliments pour animaux : 0,9M€	Viande (02) : 15,2M€ Produits laitiers (04) : 3,0M€ Poissons et crustacés (03) : 1,7M€
Janvier 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	14,4M€	13,0M€
Balance commerciale de la France pour le mois	1,4M€	
Top 3 des postes	Tonnellerie (4416) : 4,9M€ Boissons (22) : 2,2M€ Machines agricoles (8433) : 1,1M€	Viandes (02) : 5,5M€ Boissons (22) : 2,1M€ Poissons et crustacés (03) : 1,6M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le Ministre du commerce et de la consommation Scott Simpson, nouvellement nommé, ne traitera pas les dossiers en relation avec la [grande distribution](#), pour raison de conflit d'intérêt familial. Ces aspects seront gérés par Nicola Willis, Ministre des finances et de la croissance économique.
- L'association des principaux d'établissements scolaires s'élève contre la réforme proposée par le Ministre David Seymour, dont ils jugent qu'elle abaisse les standards en matière de [restauration collective scolaire](#).

- Le fabricant australien de [fertilisants](#) *Marnco*, qui commercialise ses produits en Nouvelle-Zélande depuis un an, a obtenu le feu vert pour les certifier sous le label de qualité *Fertmark*. *Marnco* a vendu 35 000 t en Nouvelle-Zélande dans les 12 derniers mois, sur un marché national de 1,6 Mt.
- *Federated Farmers NZ* a adressé une lettre ouverte au Ministre du changement climatique Simon Watts pour dénoncer le caractère inatteignable de la nouvelle [NDC](#) du pays (entre -51% et -55% en 2035). Le collectif attaque en particulier les hypothèses à 2030 de la *Climate Change Commission* qui ont servi à étayer cette nouvelle cible, et qui incluent la plantation de 550 000 ha de forêt ; la diminution de 18% du cheptel ovin et bovin et de 12% du cheptel laitier (à 2035) ; l'utilisation systématique d'inhibiteurs d'uréase ; le recours à un vaccin inhibiteur de méthane ; et une forte augmentation des véhicules électriques. FFNZ recommande d'augmenter la production pour augmenter les rentes fiscales, et cela notamment en ouvrant au pâturage les terres réservées gérées par le Department of Conservation.
- Des éleveurs s'inquiètent de ce que leurs animaux ingèrent des [métaux](#) (provenant par exemple de machines ou équipements laissés à l'abandon) pouvant être dangereux pour eux ; et utilisent des aimants pour détecter les fragments ou encore pour récupérer les éventuels fragments dans les rations alimentaires.
- Le Ministre des pêches Shane Jones a proposé des modifications du *Fisheries Act 1996*, visant à réduire les réglementations applicables à l'activité ; une des modifications est d'interdire le fait de rendre publiques les images prises par les [caméras](#) de surveillance sur les [navires](#), au titre de l'*Official Information Act*.
- Le Ministre des pêches a annoncé un plan de développement de l'[aquaculture](#) 2025-2030. La filière vise à atteindre une valeur de production de NZD 3 Md en 2035 (actuellement NZD 760 M). Pour atteindre cet objectif, le plan compte augmenter la productivité des fermes en place ; étendre l'aquaculture au plein océan ; respecter l'attribution de 20% des surfaces d'aquaculture aux communautés maories ; et anticiper les opportunités.
- Le Ministre de l'agriculture et le Ministre des pêches ont annoncé une contribution de NZD 11,7 M pour des projets de développement de [salmoniculture](#) en plein océan. Il est estimé que le développement de la filière pourrait représenter une valeur de NZD 500 M d'exports en 2035.
- Une [mouche des fruits](#) mâle a été détectée à Auckland en début d'année. Une réponse de biosécurité a été déclenchée par le [Ministry for Primary Industries](#), incluant le périmétrage d'une zone autour du foyer, et la pose de pièges. A date, aucune autre mouche des fruits n'a été détectée dans le pays.
- A l'occasion de la semaine nationale de lutte contre les [troubles de l'alimentation](#), le Ministre de la santé a indiqué son intention d'actualiser la stratégie nationale en la matière, vieille de 16 ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)